L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 2 JUILLET 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
RENVOI PROVISOIRE:
W. F. WEISSE, E. DUPOUR,
A. DUVERGER, J. HARNY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 2 JUILLET 1858.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Bernard Turpin—Salons, frais au fer, bière, vins, bouchons, chocolats, etc.

Le Fléau de 1858.

Nous avons une lamentable page à écrire, aujourd'hui, sur les tristes résultats des inondations qui ont désolé, dans un si court espace de temps, la vallée du Mississipi et les Etats du Centre. Le bilan de ces désastres se traduit en un chiffre considérable, qu'il ne faut pas craindre, cependant, de mettre sous les yeux du public—au double titre d'un document utile et aussi d'un enseignement qui exercera une grande influence sur la conduite générale des affaires.

Les localités riveraines du Mississipi, de l'Arkansas, du Missouri, de l'Ohio et de leurs tributaires ont été plus ou moins sévèrement atteintes par les inondations; mais la Louisiane est de tous les Etats, celui qui a le plus souffert de ce déchaînement des eaux. Au fur et à mesure de l'apparition de ces désastres, ils ont été signalés; nous ne les rappellerons donc pas en détail; ils se résument aujourd'hui, en une perte approximative de 50,000 boucauds de sucre, dont l'évaluation se chiffre par une somme ronde de $3,000,000. On estime à 400,000 balles la quantité de coton détruite, soit une somme de $16,000,000; ton détruite, soit une somme de $16,000,000; c'est donc au total à $19,000,000 qu'il faut évaluer les sinistres éprouvés par le seul Etat de la Louisiane.

L'Illinois, encaissé entre le Mississipi à l'Ouest, et l'Ohio au Sud, sillonné dans l'intérieur des terres par un grand nombre de cours d'eau, offre une proie facile aux débordements et aux inondations pluviales. C'est ainsi, paraît-il d'après les rapports qui nous en sont parvenus, que les fortes pluies récentes et les orages violents que nous avons essuyés se sont particulièrement fait sentir sur la rive Nord de l'Ohio jusqu'aux grands lacs, et dans la partie Est de l'Etat de New-York et de la Pennsylvanie jusqu'aux Montagnes Rocheuses dans la direction de l'Ouest. Il en est résulté que les canaux, rails-roads, etc. de l'Illinois, de l'Ohio, de l'Indiana et du Mississipi ont eu à souffrir considérablement; tandis que, au contraire, les tributaires de l'Ohio dans sa partie sud, tels que le Kanhawha, les rivières du Kentucky et particulièrement le Cumberland et le Tennessée, sur un espace d'un millier de milles environ, ont été préservés ou du moins n'ont eu à supporter des ravages que très considérables.

Il faut donc attribuer raisonnablement aux crevasses qui se sont produites dans le Mississipi, en Louisiane, non pas aux débordements du haut Mississipi et de l'Ohio, mais plus particulièrement aux écoulements des Montagnes Rocheuses et des grandes plaines de l'Ouest dans l'Arkansas et la rivière Rouge. Il faudrait s'attendre, en outre, à voir les terres de la Louisiane submergées encore, pendant un mois ou deux, par suite de la crue des eaux dans le haut Mississipi et de celles du Missouri qui paraît avoir fait de nouvelles progrès à St Louis.

Nous avons dit plus haut à quel chiffre s'élève, en pure perte, pour l'Etat de la Louisiane seulement, la perte que notre Etat et notre cité auront à subir cette année. Ce n'est malheureusement pas la seule calamité isolée. Les habitants de la Louisiane n'auront pas le triste privilége de cette formidable épreuve. Si on n'est pas dans leurs récoltes quelles autres Etats vantés par des désaux que l'humaine prudence est impuissante à prévenir, auront frappés comme nous; et sommes, nous—on ne peut contester que les nombreux chemins de fer qui sillonnent ces Etats ont souffert des dommages considérables. Qui est atteint par ces calamités? Les compagnies, les actionnaires; par conséquent, le mal a une étendue générale et touche à la masse des fortunes.

Quand nous avons évalué à $19,000,000, la perte approximative de la Louisiane atteinte dans ses seules récoltes: nous étions loin de tenir compte des désastres qui auront frappé, cette année, le pays tout entier. Une feuille du Nord, que nous avons sous les yeux, en ce moment, porte à 200,000,000 de dollars les pertes, le déficit à constater dans la fortune publique.

Il est permis de supposer que la réduction des récoltes, en sucre, coton et autres produits, en élèvera le prix; et que cette élévation dans les prix sera une compensation;—ceci est de règle commune en matière économique. Mais où le consommateur, condamné à payer plus cher, trouvera-t-il sa compensation? Ou les actionnaires des canaux et chemins de fer, obligés à des dépenses sérieuses pour les travaux de réparation, trouveront-ils une compensation à leurs sacrifices?

Nul doute, s'il faut le prévoir, que les épidémies que nous avons eu à enregistrer, auront de funestes conséquences sur la marche générale des affaires. Le ciel et la prudence des hommes, ont mis ce pays à deux épreuves successives bien sévères: la crise de 1837 et l'inondation de 1858 qui marqueront dans l'histoire économique et commerciale de l'Amérique. Mais si, comme nous en sommes convaincus, (car nous repoussons toute pensée de jouer ici le rôle de prophètes de malheurs), le pays triomphe de ces calamités, il aura le droit de s'énorgueillir des éléments de vie, de force, d'indépendance qu'il porte dans son sein.

De tous autre peuple que le peuple américain, nous pourrions désespérer en de pareilles circonstances; mais la Providence l'a doté d'une dose d'énergie, de puissance et de ressources qui le met au-dessus des plus terribles épreuves où il sait, au contraire, trouver un aiguillon nouveau.

Malgré donc tant de luttes contre les éléments et contre les éléments, malgré les difficultés, malgré les embarras momentanés, nous avons une pleine et légitime confiance dans l'avenir—confiance que le désir de réparer tout le mal—ce qui est le début de très grandes qualités—n'entraîne pas le pays sur une pente fatale où il a trop de propension à se jeter.

NOUVELLES DU YUCATAN.—Une lettre adressée par le gouverneur Garcia, et datée du 26 mai, annonce que la guerre civile qui a si longtemps désolé le Yucatan, s'est définitivement terminée par la séparation de la péninsule en Etats indépendants. L'un prendra le titre d'Etat du Nord, sous le nom de Yucatan, et aura Mérida pour capitale, son gouverneur est Martin Francisco Ferraz. L'Etat du Nord s'appellera le Campeachy, du nom de sa capitale. Pablo Garcia en sera le gouverneur. Les traités portent la date des 15 et 18 mai.

VIOLENT INCENDIE A ALBANY.—On écrit d'Albany, sous la date du 23 juin, qu'un violent incendie a éclaté à quatre heures de l'après-midi, dans l'établissement de MM. Bullock & Mauvy, rues Water et Orange. Le feu a pris dans la boutique d'en forgeron, au coin sud-est de l'établissement. On estime à plus de $50,000 la perte occasionnée, et les assurances ne s'élèvent pas au dessus de $27,500 pour le tout.

PAYEMENT DE LA TAXE DE VILLE.—Nous appelons l'attention du public sur l'avis publié par le trésorier. M. Harper, annonçant que le lundi 12 juillet est positivement le dernier délai appliqué au payement des taxes de ville.

CANAL CARONDELET.—Durant le mois de juin, il est entré au bassin

1 steamboat et 162 schooners jaugeant 3,896 tonneaux.

237,000 pieds bois de construction.
420,000 briques.
5,345 barils de sable.
22,725 barils de charbon de terre.
11,555 barils de coquilles.
1,045 cordes de bois.
188,000 bardeaux.

LES RESTES DE L'EX-PRÉSIDENT MONROE.—Le conseil de ville de Richmond (Virginie) a affecté une somme de $2,500 pour subvenir aux dépenses des hôtes attendus dans cette ville, le 5 juillet, avec les restes de l'ex-président Monroe. Le comité de New-York a choisi l'ex gouverneur Seymour comme orateur dans cette solennité.

NOUVEAU STEAMERS ENTRE BREMEN ET NEW-YORK.—MM. Palmer, de Jarrow sur la Tyne, viennent de terminer deux puissants steamers en fer, l'*Hudson* et le *Weser*, de 3,000 tonneaux chacun, pour le compte de North German Lloyds. L'*Hudson* a fait sa mise à l'eau dans le courant du mois dernier, et le *Weser* sera lancé ce mois-ci. Ces deux bâtiments navigueront entre Brême et New-York; ils pourront recevoir 100 passagers de première classe, 136 de seconde, et 600 de troisième, et 1,600 tonneaux d'autres richesses. Tous deux sont à hélice, et on compte qu'ils pourront filer 14 nœuds à l'heure.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES PAR L'ABEILLE.

Vicksburg, 1er juillet.—Le steamer Chancellor est passé à 5 heures ce soir.

TENTURES DE DÉGRAISSAGE.—Dans l'établissement bien connu de M. Bontempe, 62, rue Bourbon, la teinture et le dégraissage sont appliqués de la manière la plus parfaite et à la satisfaction des clients. M. Bontempe a de longues années d'expérience dans son industrie et offre conséquemment des garanties complètes à ceux qui veulent bien s'adresser à lui. *

CHRONIQUE LOCALE.

COURS DES RECORDERS.—Pat O. Ryan passera cinq jours en prison, par ordre du recorder Summers, pour s'être ivré.

Mary Gallagher a été acquittée d'une amende de dix piastres pour conduite et langage inconvenants.

John J. Staton, bris de pair—cinq piastres.

Michael Carroll, accusé d'avoir assassiné sa femme, le 14 du mois dernier, au coin des rues Julie et Tchoupitoulas, a été conduit hier devant le recorder Summers.—Plusieurs témoins ont déclaré l'avoir vu assommer sa femme qui est morte peu après avoir été battue.—Devant la Première Cour pour décision.

Cora Brown a été envoyée devant le même tribunal pour avoir volé vingt-cinq piastres dans une armoire, chez Emily M. Bonghey, rue Perdido.

Edward Forester, Mary Forester et Catherine Ferguson comparaissaient hier devant le recorder pour avoir menacé et violemment assailli Mary Walker, rue St Joseph.—Mary a été condamnée à vingt piastres d'amende; Edward a été acquitté et le cautionnement de Catherine a été déclaré forfait. La plaignante a payé dix piastres d'amende pour s'être servi d'expressions indécentes.

Mary Commonfort, accusée d'avoir employé un langage inconvenant, a pas voulu acquitter cette amende de vingt-cinq piastres à laquelle le tribunal l'avait condamnée. Elle passera un mois en prison.

Pierre Lalonia Ferrot a été condamné à cinq piastres d'amende, par le recorder Wiltz, pour avoir lancé des briques sur Dom Pedro, rue Johnson.

Ellen, négresse de Mme Montgomery, de Mobile, est en prison. On la soupçonne de marronnage.

Dom. Larrpnde et Ignace Estèb, que Pierre Loizelle, garde, accuse d'avoir lancé des pierres sur lui dans l'accomplissement de ses devoirs, ont été condamnés chacun à cinq piastres d'amende et ont joint un cautionnement pour répondre de leur bonne conduite.

Chas E. Reiss, que B. Simon accuse d'avoir menacé de le tuer, a fourni caution.

PREMIÈRE COUR.—John Baherp, accusé d'avoir tué Jas. Reynolds, le 11 Décembre 1857, sur la Levée, entre les rues Port et Ste-Hélène, a été mis en liberté, l'avocat-général ayant annoncé qu'il n'avait pas de preuves.

Le jury a acquitté Laurie et M. Blaise, a demandé que la sentence fût suspendue.

A la demande de l'avocat de District, l'affaire de l'Etat vs. Mary Wise," accusée d'avoir mis le feu à sa maison, a été renvoyée à une autre époque.

VOL.—Des voleurs se sont introduits, jeudi soir, dans le magasin de chaussures de M. F. Chevallier, rue Bienville, entre Chartres et Royale, et ont enlevé pour $200 de marchandises. Les assaillants prennent sur deux negres qui étaient de garde dans le magasin sous prétexte de faire des achats.

BLESSÉ.—Deux boxeurs de la rue Gallatin, Bill Clark et Con Keeghan, se sont querellés hier le soir, puis battus. Clark a reçu un coup de couteau à l'abdomen. Celui qui a frappé s'est constitué prisonnier.

SURINTENDANT DES POSTS.—M. Fléchier, commissaire des malles, a succédé à M. John McClelland surintendant des postes.

Le *Courrier des Etats-Unis* publie dans sa correspondance de Paris, les détails suivants au sujet du prétendu rappel du maréchal Pélissier:

Le bruit du rappel du maréchal Pélissier a été assez répandu pour que le *Morning Post* ait cru devoir le démentir. Le démenti définitif aura causé la double rencontre du duc de Malakoff et du duc d'Aumale, dans un parc et dans un salon de Londres. Aux détails que j'ai déjà donnés sur cette rencontre, on ajoutait qu'en sortant de table, le maréchal Pélissier, cédant à l'émotion des souvenirs et des pensées que lui avait inspirés le duc d'Aumale, en compagnon d'armes, et que le comte Walewski lui avait adressé, sur cet exode d'attendissement, des paroles chaleureuses auxquelles il avait fait une réponse aussi brève que cavalière. Le ministre des affaires étrangères s'en serait plaint à l'empereur, et la question du rappel du fougueux maréchal aurait été agitée dans le conseil.

Ce qu'il y a de certain, c'est inutile dans tout cela, c'est que ni l'empereur, ni le comte Walewski ne sont très satisfaits de la manière dont le duc de Malakoff remplit ses fonctions d'ambassadeur. Lorsque le premier secrétaire de ce soldat improvisé diplomate est venu lui dire que le ministre des affaires étrangères désirait, depuis une semaine, un rapport de sa main sur la situation politique de l'Angleterre, il a refusé net de se soumettre à cet usage. J'écrirai, a-t-il dit, quand il aura quelque chose d'important à écrire. Pour le reste, lui a-t-on dit, il a fort les journaux de Londres, qui lui apprendront tout ce qui se passe. Les rapports très rares qu'il a consenti à faire sont d'un laconisme qui désespère la chancellerie, habituée aux dépêches plus prolixes. Mais quand c'est d'une plume qu'on a besoin, on ne prend pas un sabre.

Ce n'est pas tout là, ce qui déplait à l'empereur. Mais quand il fait savoir au duc de Malakoff qu'il l'avait choisi pour son ambassadeur à Londres, le duc lui répondit qu'il ne se croyait pas assez fort pour remplir cette mission, qu'il ne savait pas l'anglais, qu'il ne connaissait pas les usages de la société anglaise, etc. Sa Majesté diverses questions qui devaient lui servir d'instructions particulières, et il lui demanda, entr'autres choses, quelle conduite il devait tenir, si le hasard le mettait en contact avec les princes d'Orléans, ses anciens chefs militaires. L'empereur mit en mauvaise humeur la réponse pleine de finesse et de dignité: "Les autres ambassadeurs ne les ont pas rencontrés."

En s'étant fait un moins prudent que ses devanciers, le duc de Malakoff a inspiré aux impérialistes des défiances, sinon pour le présent, du moins pour l'avenir. Les bonnes mœurs susceptibles de se laisser entraîner par un mouvement du cœur sont dangereux en politique. Ce sont ceux qui, faute d'assez de défiances, et les partageant il qu'il a trop d'esprit pour le montrer. Le maréchal Pélissier restera à Londres jusqu'à ce que l'on ait supposé qu'il en serait rappelé; mais j'ai dans l'idée qu'il n'y fera pas de vieux os—D'Alleurs, il ne doit pas y rentrer, car il n'a accepté que par obéissance militaire, ce poste qu'on convient n'a ses goûts, ni à ses habitudes.

Il n'a été, de tout qu'il ait montré, pour la faculté d'Orléans, un attachement qui a survécu à sa chute et qui n'a rien que de triste et d'honorable pour tous. Quelques autres officiers supérieurs de l'armée ont demandé et obtenu nullement la permission d'aller à Claremont porter leurs compliments de condoléance, après la mort de la duchesse d'Orléans. Only a vu aussi M. Baroche fils, dont le père, aujourd'hui président du conseil d'Etat, disait aux électeurs, en brigant leurs suffrages, après la révolution de février, qu'il avait prévu cette révolution et "devancé la justice du peuple." On raconte qu'en voyant paraître à Claremont le fils de celui qui a écrit cette phrase devenue célèbre, M. de Montalembert a dit: "Heureux présage! Nous voici encore un Baroche qui devance la justice du peuple!"

LA CONDAMNATION DE M. PRUDHON.—On se souvient de la condamnation prononcée contre M. Prudhon, à propos de son livre intitulé: *La justice dans l'Eglise et dans la Révolution.*

M. Prudhon a formé appel de ce jugement. C'est M. Ordinaire qui doit présenter sa défense devant la Cour impériale de Paris.

—On a fait beaucoup de bruit de la nomination du Prince Napoléon au gouvernement de l'Algérie, mais elle n'a pas été définitivement abandonnée. Voici ce que publie à ce sujet l'*Indépendance Belge*, du 10 juin.

"On a assuré aujourd'hui à Paris que S. A. I. le prince Napoléon s'était rendu hier à Fontainebleau pour faire part à l'Empereur de sa renonciation au projet d'une nouvelle expédition générale en Algérie, mesure dont la réalisation rencontre des obstacles presque insurmontables; je ne sais ce qui en est but de cette démarche, mais il est certain que du prince, mais ce qui est plus que confirmé, c'est le temps d'arrêt bien positif qui paraît devoir exister pour le moment. On avait pensé annoncé en vain: il serait cependant insensé téméraire d'affirmer que le projet dont on a jamais abandonné, qu'il reste être contraire à la logique actuelle des faits d'en regarder l'accomplissement comme immédiat; mais il est fait pas ce hâter, en dernière analyse, que la réorganisation de l'Algérie sous la forme projetée actuellement, ne peut être sous une autre forme, ne soit mûrie avec soin. Ce qui y songeait des 1853 or, l'on sait que généralement l'Empereur n'abandonne pas facilement ses projets."

LES CORRESPONDANTS DE PARIS.—Les correspondants parisiens des journaux étrangers continuent à présenter l'esprit public en France, comme très préoccupé et très inquiet.

"Une surveillance particulière, dit l'*Indépendance Belge*, est exercée sur tous les traînards et vagabonds qui vont à Fontainebleau. En outre, toutes les personnes qui entrent en France sont scrupuleusement visitées aux frontières. On ne cite des voyageurs qui aient retenus pendant plus de deux heures du côté de Nice; à Boulogne et à Calais, plusieurs saisies ont été opérées sur des voyageurs venant de Londres. Enfin, plusieurs arrestations ont eu lieu dans le Midi, toujours pour cause d'insurrection politique."

Plus loin le même journal ajoute, sous la date du 9 juin:

"On raconte aujourd'hui dans Paris qu'un sergent, puis à l'un des derniers conseils de ministres à Fontainebleau,était suivant que je vous transmets sans commentaire et si naturellement sous toute réserve: on aurait parlé à ce conseil de la situation de l'opinion publique qui, a-t-on jugé par les dernières élections, par la stagnation des affaires, par d'autres symptômes encore, ne serait pas aussi satisfaisante que le gouvernement pourrait le désirer. L'Empereur, d'après la même version, aurait demandé alors aux ministres présents de formuler ce qu'ils pensaient avant pour but de remédier à un tel état de choses, ou à tout quoi; il fut en outre de la fin du récit, personne n'ayant cru devoir ou n'ayant voulu rompre le silence, l'Empereur, après avoir attendu quelques instants pendant lesquels aucune voix se serait faite entendre, aurait dit aux fonctionnaires assistants, en levant la séance: "Messieurs, allons à la chasse."

On parle beaucoup, pour les élections aux conseils généraux, de la réorganisation de l'opposition qui s'est manifestée aux dernières élections pour le Corps Législatif. A Bordeaux, le parti républicain rallie. Dans son pays, le maréchal Bassano paraît pas sur d'être élu; le républicain Lamarque, qui a battu le député sortant, est menacé dans le Bas Rhin; dans le Haut Rhin, les amis de M. Hippeau frémissent, ainsi que le Var, où l'on s'attend à voir M. Gasparin, qui a été battu par le candidat officiel, se présenter aux élections partielles.

"Le Comte de Chambord, dit le *Constitutionnel*, a fait publier dans plus de vingt journaux, et à une meilleure époque, un manifeste dont les nombreux exemplaires ont été saisis par ordre du gouvernement. Le comte de Chambord, qui a pris le nom de comte de Chambord, qui a pris le nom de comte de Chambord, qui a pris le nom de